

La mécanique de notre impuissance

Pourquoi les mêmes difficultés reviennent-elles, quel que soit le gouvernement ?

Introduction

Chaque matin, des millions de Malgaches consultent leur téléphone, prennent un taxi-be, achètent du riz ou espèrent que l'électricité tiendra jusqu'au soir. Ces gestes ordinaires dépendent pourtant de services essentiels : télécommunications, carburant, énergie, importation, distribution et paiement.

Lorsque l'un d'eux se dérègle, c'est tout le quotidien qui vacille.

Depuis des décennies, les gouvernements et les promesses se succèdent, mais les mêmes difficultés persistent : vie chère, délestages, pénuries, retards d'investissement et crises récurrentes.

Ces problèmes sont souvent traités séparément. Et s'ils étaient, en réalité, les symptômes d'un même mécanisme ?

Cet article propose de partir des faits, d'en mesurer les conséquences, puis de remonter vers les causes, sans accusation ni simplification.

1. Notre quotidien dépend d'un nombre limité d'acteurs

Madagascar compte plus de 30 millions d'habitants. Chaque jour, chacun dépend de services essentiels pour communiquer, se déplacer, se nourrir, se soigner ou accéder à l'énergie.

Or plusieurs de ces fonctions sont concentrées entre quelques grands groupes présents dans les télécommunications, l'importation, la distribution, le carburant, la finance ou l'immobilier. Certains sont issus de la communauté karana, qui représente moins de 0,2 % de la population, aux côtés d'autres acteurs nationaux et internationaux.

Ces entreprises ont investi, créé des emplois et fourni des services utiles. Le problème n'est donc pas leur existence, mais le niveau de dépendance collective envers un nombre restreint d'acteurs intervenant dans des secteurs essentiels.

La question est alors simple :

Que se passe-t-il lorsque le quotidien de plus de 30 millions de personnes dépend d'un si petit nombre d'acteurs ?

NIVEAU 1

LES FAITS

QUI FONT FONCTIONNER NOTRE QUOTIDIEN

NOTRE QUOTIDIEN DÉPEND D'UN PETIT NOMBRE D'ACTEURS

Chaque jour, des millions de Malgaches utilisent des biens et des services essentiels fournis par quelques entreprises présentes dans plusieurs secteurs clés.

POPULATION DE MADAGASCAR (2024)


≈ **30 000 000**
D'HABITANTS

COMMUNAUTÉ KARANA
(origines indo-pakistanaïses)
À MADAGASCAR

< 0,2 %

DE LA POPULATION TOTALE
(environ 2 personnes sur 1 000)



LES 998 AUTRES PERSONNES
EN DÉPENDENT TOUS LES JOURS



LES FONCTIONS ESSENTIELLES DE NOTRE QUOTIDIEN



Ces entreprises créent des emplois, investissent et fournissent des services utiles.
Une partie essentielle de notre vie quotidienne dépend aujourd'hui d'un nombre limité d'acteurs.



QUE SE PASSE-T-IL LORSQUE NOTRE QUOTIDIEN DÉPEND DE SI PEU D'ACTEURS ?



2. Les conséquences : quand les mêmes difficultés deviennent notre quotidien

Les mécanismes économiques sont souvent invisibles. Leurs effets, eux, sont connus de tous : un salaire qui ne tient pas jusqu'à la fin du mois, un plein plus cher, une livraison retardée, un élève qui travaille à la bougie, un panier de courses qui augmente.

Depuis 1971, le PIB par habitant est passé d'environ **848 à 460 dollars**, tandis que la population est passée d'environ 7 à plus de 30 millions d'habitants. Pour de nombreuses familles, le revenu couvre donc de moins en moins les dépenses essentielles. L'alimentation absorbe plus de **60 % du budget** des ménages urbains les plus modestes.

À Madagascar, une hausse du carburant ou des produits importés se diffuse rapidement au transport, aux aliments, aux matériaux et aux services. Le citoyen ne suit pas les indices économiques : il constate que tout augmente.

Les délestages produisent le même effet en chaîne. Entreprises, commerces, élèves et centres de santé doivent s'adapter à un service devenu incertain. De même, une rupture de carburant ou un retard d'approvisionnement peut, en quelques jours, désorganiser une partie du pays.

À force de voir revenir les mêmes difficultés, beaucoup de Malgaches développent un sentiment de résignation. Selon Afrobarometer, une majorité juge la situation économique mauvaise. Derrière ce constat, une impression domine : « **Je travaille, mais je n'avance pas.** »

La question devient alors inévitable :

Pourquoi les mêmes conséquences reviennent-elles, quel que soit le gouvernement en place ?

Pour y répondre, il faut quitter les symptômes et regarder le mécanisme.



* Source : Afrobarometer Round 9 (2021-2022)

3. Le mécanisme : quand certains acteurs deviennent difficiles à remplacer

Deux réalités se rejoignent : notre quotidien dépend d'un petit nombre d'acteurs, tandis que les mêmes difficultés reviennent au fil des années.

Ce lien peut s'expliquer par la **capture par indispensabilité**.

Un acteur devient indispensable lorsqu'il contrôle une fonction essentielle et qu'aucune alternative crédible ne peut le remplacer rapidement. Ce n'est pas forcément illégal. C'est un rapport de dépendance.

Plus cet acteur devient difficile à remplacer, plus le coût de sa remise en cause augmente. L'État hésite à changer les règles, les consommateurs ont moins de choix et les concurrents peinent à entrer sur le marché.

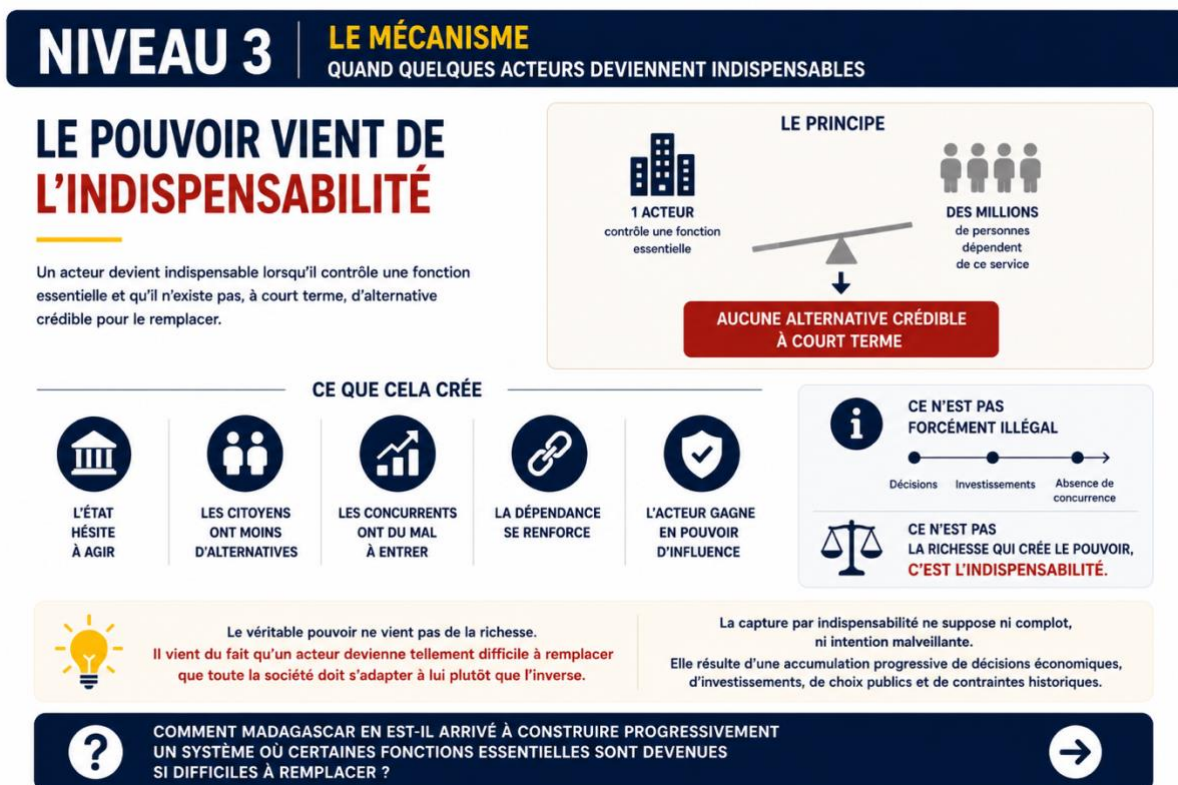
Le pouvoir ne vient donc pas seulement de la richesse. Il vient de l'absence d'alternative.

Un acteur présent dans le carburant, les télécommunications, l'importation ou les infrastructures peut ainsi acquérir une forte capacité d'influence simplement parce que toute rupture aurait des conséquences immédiates pour la population.

Ce mécanisme ne suppose ni complot ni intention malveillante. Il résulte souvent d'une accumulation de décisions, d'investissements, de faiblesses concurrentielles et de choix publics.

Le véritable pouvoir apparaît lorsqu'un acteur devient si difficile à remplacer que la société doit s'adapter à lui plutôt que l'inverse.

Reste alors à comprendre comment Madagascar en est arrivé là.



4. Les causes profondes : une dépendance construite dans le temps

Cette dépendance s'est formée progressivement, au croisement de choix politiques, de crises économiques et de faiblesses institutionnelles.

Dans les années 1970, l'État a repris le contrôle de nombreux secteurs par les nationalisations et la centralisation, sans toujours disposer des moyens techniques, financiers et humains nécessaires. Les difficultés de production, l'endettement et la dégradation des services ont affaibli sa capacité d'action.

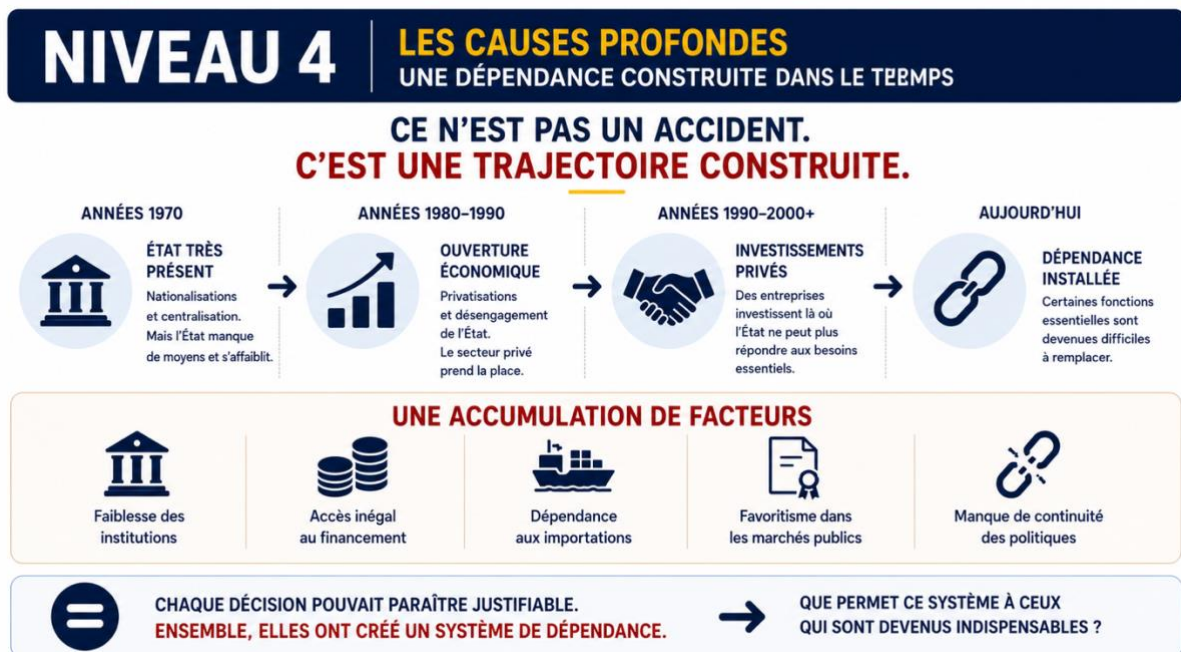
À partir des années 1980 et 1990, les ajustements, les privatisations et l'ouverture économique ont réduit son rôle direct. Le secteur privé a alors investi dans des activités essentielles que l'État ne parvenait plus à assurer.

Le problème n'est pas cet investissement. Il réside dans l'absence d'institutions assez fortes pour préserver la concurrence, encadrer les positions dominantes et garantir des alternatives.

Faiblesse de la régulation, accès inégal au financement, dépendance aux importations, favoritisme, discontinuité des politiques et insuffisance des infrastructures se sont ainsi renforcés.

Nous ne faisons pas face à un accident, mais à un système construit par accumulation.

La question n'est donc plus seulement de savoir qui occupe les positions dominantes, mais ce que ces positions permettent désormais.



5. Les comportements : quand le système crée ses propres incitations

Lorsqu'un acteur devient indispensable, sa seule position modifie déjà ses relations avec l'État, les concurrents et les consommateurs. Son pouvoir vient moins de sa richesse que de la difficulté à se passer de lui.

Dans un marché concurrentiel, l'État fixe les règles. Mais lorsque quelques acteurs contrôlent des fonctions essentielles, il hésite davantage à imposer des décisions susceptibles de perturber le pays. Les réformes sont reportées, les compromis se multiplient et la négociation devient plus favorable aux acteurs établis.

Cette position renforce aussi les barrières à l'entrée. Les investissements sont lourds, les réseaux de distribution déjà constitués et le financement plus accessible aux opérateurs en place. Le marché tend alors à se refermer autour des mêmes entreprises.

Comme toute organisation économique, un acteur indispensable privilégie les activités les plus rentables et les marchés les plus sûrs. Cette logique devient problématique lorsque l'intérêt général dépend de ces choix : certaines zones restent mal desservies, les alternatives peinent à émerger et les décisions publiques doivent intégrer les intérêts de ceux dont le pays dépend.

Le problème n'est donc pas que les entreprises défendent leurs intérêts. Il apparaît lorsque l'État ne dispose plus d'alternatives suffisantes pour défendre pleinement l'intérêt général.

Plus un acteur devient difficile à remplacer, plus son influence dépasse sa seule activité économique.

La véritable question n'est alors plus de savoir qui est puissant, mais pourquoi l'État n'est plus capable d'équilibrer durablement ce rapport de force.



6. Le diagnostic : le véritable malade n'est pas celui que l'on croit

Le problème n'est pas l'existence d'entreprises puissantes. Toutes les économies comptent des acteurs influents.

La dépendance devient structurelle lorsqu'un État n'est plus capable de garantir durablement les fonctions essentielles dont dépend la population.

Il serait donc trompeur de confondre les acteurs visibles avec la maladie elle-même. Remplacer un importateur, vendre un groupe ou substituer une entreprise étrangère à une entreprise locale ne change rien si les institutions restent faibles. Le mécanisme se reconstitue simplement sous un autre visage.

Dans un État solide, les règles sont fixées, appliquées et contrôlées. La concurrence est organisée et l'intérêt général protégé. Lorsque ces capacités s'érodent, le rapport de force se déplace. L'État doit davantage composer avec ceux qui assurent les services essentiels, et sa marge de manœuvre se réduit.

Cette dépendance finit toujours par toucher la population : prix plus élevés, investissements retardés, services inégaux, innovations plus lentes et vulnérabilité accrue lors des crises.

Le véritable diagnostic est donc institutionnel. Le problème n'est pas seulement de savoir qui contrôle certaines fonctions essentielles, mais pourquoi l'État ne peut plus en garantir la continuité, la qualité et l'accessibilité.

Remplacer les acteurs sans reconstruire les capacités publiques reviendrait à traiter le symptôme sans soigner la maladie.

Le problème n'est pas qu'il existe des acteurs puissants. Il est que l'État ne puisse plus garantir les fonctions essentielles dont dépend sa population.

Reste alors une dernière question : comment reconstruire cette capacité sans décourager l'investissement, l'innovation et l'initiative privée ?



7. La trajectoire : reconstruire la capacité de l'État

Si le diagnostic est juste, remplacer un acteur par un autre ne suffira pas. Tant que les fonctions essentielles resteront concentrées entre quelques opérateurs difficiles à remplacer, la dépendance se reconstituera.

La priorité est donc de rendre l'État capable de garantir durablement les services dont dépend la population.

Dans une économie moderne, l'État n'a pas vocation à tout produire. Il doit cependant fixer les règles, les faire respecter, organiser la concurrence et empêcher qu'un acteur ne devienne incontournable au détriment de l'intérêt général. Son rôle est moins de remplacer le marché que d'en garantir le fonctionnement.

La diversification est tout aussi essentielle. Plusieurs fournisseurs, investisseurs, circuits d'approvisionnement et solutions techniques réduisent la vulnérabilité du pays. La concurrence protège les consommateurs, mais aussi l'État, en limitant sa dépendance.

Cette trajectoire suppose également de reconstruire les capacités publiques : planifier les infrastructures, former les compétences, produire des données fiables, contrôler les marchés, faire respecter les contrats et sanctionner les abus. Un secteur privé dynamique et un État solide ne s'opposent pas ; ils se renforcent lorsqu'ils remplissent chacun leur rôle.

La responsabilité est collective. Elle engage les dirigeants, l'administration, la justice, les entreprises, les médias, la société civile et les citoyens. La souveraineté économique repose autant sur la qualité des institutions et la confiance que sur les investissements.

Cette transformation prendra du temps. L'enjeu n'est pas de promettre un changement immédiat, mais de choisir une direction et de s'y tenir.

Un pays retrouve sa souveraineté non lorsqu'il change les acteurs dont il dépend, mais lorsqu'il n'est plus obligé de dépendre d'eux.

La capture par indispensabilité n'est donc pas une fatalité. Ce qui a été construit par des choix humains peut être transformé par d'autres choix.

Conclusion

Cet article ne cherche pas à désigner des coupables, mais à nommer une réalité vécue par de nombreux Malgaches.

Vie chère, délestages, pénuries et crises récurrentes peuvent être les symptômes d'un même déséquilibre : un État qui ne maîtrise plus certaines fonctions essentielles et une société devenue dépendante d'acteurs difficiles à remplacer.

Comprendre cette mécanique est une première étape.

Avant de reconstruire un État plus fort, il faut d'abord être capable de nommer la mécanique qui l'a rendu plus faible.

NIVEAU 7

LA TRAJECTOIRE

RECONSTRUIRE LA CAPACITÉ DE L'ÉTAT

LA RÉPONSE N'EST PAS DE REMPLACER UN ACTEUR.
LA RÉPONSE EST DE RÉÉQUILIBRER LE SYSTÈME.

1



REPRENDRE
LE RÔLE
D'ARBITRE

2



DIVERSIFIER
PLUTÔT QUE
REPLACER

3



RECONSTRUIRE
LES CAPACITÉS
PUBLIQUES

4



UNE
RESPONSABILITÉ
COLLECTIVE

5



UNE
TRAJECTOIRE
DE LONG TERME



IDÉE À RETENIR

UN PAYS RETROUVE SA SOUVERAINETÉ NON PAS LORSQU'IL CHANGE LES ACTEURS DONT IL DÉPEND,
MAIS LORSQU'IL N'EST PLUS OBLIGÉ D'EN DÉPENDRE.

LES BÉNÉFICES D'UN ÉTAT CAPABLE



PLUS DE
SOUVERAINETÉ



PLUS DE
CONCURRENCE



PLUS DE CHOIX
POUR LES CITOYENS



PLUS D'INNOVATION
ET D'INVESTISSEMENT



PLUS DE RÉSILIENCE
FACE AUX CRISES



EN CONCLUSION

COMPRENDRE LA MÉCANIQUE EST LA PREMIÈRE ÉTAPE.

NOMMER LE PROBLÈME AVEC JUSTESSE, C'EST DÉJÀ REPRENDRE LE POUVOIR D'AGIR.



UN ÉTAT PLUS FORT, DES RÈGLES CLAIRES,
DES ALTERNATIVES RÉELLES :
C'EST LA TRAJECTOIRE D'UN PAYS LIBRE ET PROSPÈRE.



Rédaction - Diapason

